Guillaume GARNER, *État, économie, territoire en Allemagne*

L'espace dans le caméralisme et l'économie politique, 1740-1820, éditions de l'EHESS, 2006, Coll. « Civilisation et sociétés », 436 p.

Morgane Labbé

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoiremesure/2643>

DOI : 10.4000/histoiremesure.2643

ISSN : 1957-7745

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 30 août 2007

Pagination : 183-187

ISBN : 978-2-7132-2130-9

ISSN : 0982-1783

Référence électronique

Morgane Labbé, « Guillaume GARNER, *État, économie, territoire en Allemagne* », *Histoire & mesure* [En ligne], XXII - 1 | 2007, mis en ligne le 09 décembre 2008, consulté le 04 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/2643> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoiremesure.2643>

Compte Rendus

Guillaume GARNIER, *État, économie, territoire en Allemagne. L'espace dans le caméralisme et l'économie politique, 1740-1820.*, Editions de l'EHESS, 2006. Coll. « Civilisation et sociétés » ; 122, 436 p.

La thèse, à laquelle l'ouvrage entend répondre, relève d'une problématique classique de l'histoire des théories économiques qui pose que le passage du mercantilisme au libéralisme, entre les XVIII^e et XIX^e siècles, se caractérise par une approche déterritorialisée des phénomènes économiques. L'autonomie de la sphère de l'économie est ainsi l'aboutissement d'un processus historique de séparation avec le territoire politique de l'État. Mieux que la catégorie d'intervention de l'État, le prisme spatial saisit la différence entre les deux grands régimes économiques. Vérifier si cette hypothèse, élaborée à partir des cas français et anglais, s'applique au cas allemand, fut le point de départ de la thèse de doctorat de G. Garner, dont ce livre est issu. L'ambition répond aussi à des enjeux historiographiques et dépasse le seul cadre de la vérification, puisqu'il s'agit de mettre en exergue la référence trop exclusive à la notion de marché, concept-clé d'une histoire de la pensée économique qui trouverait son déploiement final dans le libéralisme. L'auteur veut donner à la notion de territoire, habituellement citée en creux, un rôle tout aussi fondamental dans la structuration de la pensée économique du caméralisme. Il s'agit donc de réhabiliter le caméralisme comme une pensée économique dotée de fondements théoriques propres, et par contre coup, de mieux saisir en quoi l'économie politique allemande (*Nationalökonomie*) s'inscrit bien dans un moment libéral qui rompt avec les présupposés politiques du caméralisme, tout en héritant de sa conception très spatialisée de l'économie. La référence par l'auteur à l'histoire des concepts de Koselleck trouve là sa pleine justification et plaide en faveur de son potentiel heuristique, aux côtés d'une histoire socio-culturelle des savoirs qui conduit parfois à négliger l'analyse des corpus théoriques livrés par les œuvres.

En choisissant comme point de départ une question d'école, G. Garner se donne la possibilité d'entrer dans le vaste champ du caméralisme allemand, pour y travailler les œuvres dans leurs diversité et complexité, au plus près des catégories de pensée de leurs auteurs. Historien spécialiste de l'Allemagne, il les réinsère aussi dans des contextes historiques, qu'il restitue scrupuleusement. La critique qu'on adresserait volontiers à une recherche qui est restée à l'écart des fonds d'archives se trouve ici en grande partie invalidée par le travail d'érudition considérable mené sur les sources bibliographiques, ainsi que sur l'historiographie, allemande surtout, mais également anglo-saxonne, la plus récente sur le sujet.

L'ouvrage se compose de deux grandes parties qui traitent respectivement des deux courants, le caméralisme et l'économie politique, ou *Nationalökonomie*, qui se sont succédé du XVIII^e au XIX^e siècles, et dans lesquels a été formalisée la pensée économique allemande autour de la notion de « territoire », puis de celle de « marché ». La première partie sur le caméralisme retient plus l'attention, car elle concentre la problématique de l'ouvrage sur l'articulation entre territoire, économie et État, qui lui est propre.

Le caméralisme est vu généralement comme le pendant allemand du mercantilisme, et ce rapprochement inexact suffirait déjà à recommander l'ouvrage de G. Garner, qui vient combler l'absence de travaux français sur le sujet, à laquelle on peut imputer cette confusion¹. La difficulté à saisir ce courant ne doit cependant pas être minimisée, ce n'est pas seulement une rectification qu'il convient ici d'apporter à ce qui désigne tout à la fois une doctrine, une politique, une discipline universitaire et une science, mais bien de donner des clés pour rendre intelligible ce qui était en jeu en Allemagne, au XVIII^e siècle, dans les champs universitaire et administratif. Une mise en contexte, objet d'un premier chapitre, rappelle en quelques pages claires et précises, un arrière-plan historique qui tire ses principaux traits de la guerre de Trente ans, qui laissa l'empire allemand dévasté : aux yeux des Princes, le redressement démographique et économique de leurs États passait par le renforcement des administrations territoriales et le recours à un personnel bureaucratique spécialisé. Le caméralisme apparaît dans ce contexte comme un savoir destiné à former une nouvelle catégorie d'administrateurs, professionnalisés, aptes à guider le Prince pour accroître sa puissance, sa richesse et le bonheur de ses sujets.

G. Garner traite surtout du caméralisme comme science et discipline universitaire. La création en 1740 de la première chaire de science camérale à Halle établit la discipline à partir de trois traditions savantes : la police, l'économie et le mercantilisme. Ce n'est pas l'économie, qui est encore à cette date une matière philosophique, mais la police qui constitue la discipline sur laquelle se greffent les réflexions économiques des caméralistes. Dans un passage très éclairant, et particulièrement instructif pour l'histoire des savoirs, l'auteur rend compte de la transformation que connut la doctrine caméraliste, qui, pour accéder au rang de discipline, fut reformulée dans les termes de la méthode déductive. Pour conférer un caractère scientifique à un savoir qui récapitulait des productions locales, et cela dans un champ universitaire où l'empirique était fortement déprécié, et où, de surcroît, prédominaient les sciences juridiques, les caméralistes recomposèrent leurs énoncés à l'écart de leurs socles empiriques locaux, en adoptant le cadre généraliste de la philosophie déductive de Wolff et les catégories du droit naturel. La science camérale, en s'instituant, ne construisait pas simplement des cadres généraux pour unifier des pratiques et des

1 Citons comme exception l'ouvrage de Paolo NAPOLI, *Naissance de la police moderne : pouvoir, normes, société*. Paris : Éd. la Découverte, 2003, 307 p., ainsi que, Pascale LABORIER et al. (éds.), *Les sciences camérales: activités pratiques et histoires des dispositifs publics*, PUF, (à paraître en 2007).

savoir-faire hétérogènes, elle procédait à leur systématisation en les formulant dans le cadre du raisonnement déductif². Elle mettait l'accent sur les fins de l'action, qui, dans les catégories juridico-politiques en vigueur, étaient définies comme les buts de l'État - richesse, félicité, puissance. Le discours économique du caméralisme pouvait ainsi embrasser un large éventail d'activités et de domaines (agriculture, commerce, fiscalité, etc.), dont l'administration rationnelle, dictée par la doctrine, devait viser à l'accroissement de la richesse de l'État, source de la félicité générale. L'hypothèse qui sous-tend le livre de G. Garner est d'avancer, que, dans cette doctrine économique, la notion du territoire joue un rôle central, car, en l'absence d'autres notions comme celle de marché - qui suppose une autonomie de la sphère de l'économie -, elle permet de penser les liens entre l'État et l'économie sous ses dimensions spatiales fondamentales. En effet, pour les caméralistes, la richesse provient essentiellement de la production. G. Garner analyse très méthodiquement cette spécificité de la doctrine des caméralistes pour en éclairer toutes les implications de politique économique. Loin des simplifications qui découleraient de la conception holiste et étatique de la pensée camérale, il montre comment, à partir d'un schéma centré sur l'offre, les auteurs pensaient aussi de manière dynamique la croissance et le progrès. L'essor de la production était ainsi envisagé, non pas de manière exogène (par l'accroissement des ressources), mais au moyen d'une organisation rationnelle du territoire. C'est là un des apports marquants de ce livre de rendre compte des réflexions des caméralistes sur l'organisation économique du territoire, dont l'auteur souligne, sans risquer l'anachronisme, la précocité et l'originalité. Citons notamment ces thèmes qui sont objets de développements précis dans l'ouvrage, sur la fonction économique des villes, et surtout la vision intégrée et relationnelle des villes qu'ont les caméralistes, et qui débouche, comme l'évoque à juste titre G. Garner, sur des notions proches de celles de réseau ou maillage urbain. Ou encore, les raisonnements en termes de répartition spatiale « équilibrée » des activités, des richesses et de la population. L'ouvrage témoigne ainsi d'une pensée de l'économie dans l'espace, qui avait atteint un degré de cohérence inconnu chez les mercantilistes français et anglais, comme le fait observer G. Garner.

Aussi comprend-on que celui-ci voulût en suivre la postérité chez les économistes libéraux, et qu'il y consacra la seconde partie de l'ouvrage, au risque de produire une légère asymétrie et ambiguïté dans le propos. D'un côté, l'intérêt de l'auteur s'est déplacé sur la pensée libérale centrée sur la notion de marché, et par conséquent sur les conditions de passage entre les deux courants, qui supposaient une rupture avec le cadre conceptuel du caméralisme, et une déterritorialisation du discours économique. Ainsi, la notion de richesse demeure commune aux deux pensées, mais, dans l'économie libérale, la richesse nationale, est définie comme la somme des richesses individuelles. Les phénomènes économiques sont ainsi tous envisagés à partir de l'individu, figure nouvelle et centrale ; il en est de même avec la notion de bien-être. Mais, d'un autre côté, dans la continuité de

2 Sur ce point, voir aussi l'ouvrage de P. NAPOLI, *Ibid.*

la première partie, G. Garner conserve le thème initial et central de son ouvrage, et étudie comment le raisonnement économique issu du caméralisme, centré sur le territoire, a été affecté par les nouvelles catégories politiques libérales, comme l'autonomie de la société civile et de la sphère de l'économie. La thèse préserve son intégrité dès qu'on comprend qu'il s'agit d'interroger la pensée de la *Nationalökonomie*, pour saisir en quoi elle a pu hériter de cette dimension spatiale propre au caméralisme et la retravailler dans ce nouveau cadre conceptuel.

Il convient de souligner une nouvelle fois combien l'apport de l'ouvrage à l'histoire des théories économiques allemandes est marquant tant le sujet est complexe et objet d'études souvent trop partielles. Sa présentation rigoureuse et minutieuse des œuvres, des auteurs, et des concepts qui organisent leur pensée, est associée à des passages analytiques qui font du livre plus qu'une somme érudite. Inversement G. Garner ne se complaît pas dans la seule réflexion conceptuelle, les notions ne sont jamais analysées séparément des contextes intellectuels et historiques. Dans leur rapport aux discours économiques qu'il étudie, les auteurs se trouvent parfois placés en retrait, ce qui conduirait à ranger l'ouvrage, à l'insu de l'auteur, dans la continuité des travaux de Foucault, dont la publication récente des derniers cours³, nous rappelle combien il fut un des rares auteurs français à s'être intéressé au caméralisme allemand⁴. Les défauts de l'ouvrage ne sont que les limites du genre, qui n'est pas celui de l'histoire socio-culturelle des savoirs. L'auteur n'aborde pas les conditions sociales de la production des œuvres, qui, dans leur majorité, sont ici étudiées à partir des traités et des manuels. Étudier leur élaboration, c'est à dire le passage d'écritures non publiées et associées à des pratiques, au livre imprimé serait là d'un grand intérêt⁵. On sent néanmoins combien ces restrictions sont présentes chez l'auteur, quand il cherche à saisir ces discours économiques dans leur rapport à la réalité, notamment dans la manière dont les caméralistes ajustent leur doctrine une fois soumise à l'épreuve du territoire très morcelé de l'empire. Il faut lire ces insuffisances comme des ouvertures vers les terrains de recherches ultérieures que l'auteur dessine ainsi en creux. Le livre ne porte pas de clôture, et il invite également le lecteur à réinterroger certains terrains balisés. Mentionnons la question centrale et récurrente de la mesure et de la quantification des programmes économiques : G. Garner signale la proximité du caméralisme avec d'autres disciplines comme la statistique et la géographie, avec lesquelles se constitue au XVIII^e siècle le champ des sciences de l'État allemandes (*Staatswissenschaften*), et cela aussi, au moyen de la

3 Michel FOUCAULT, *Sécurité, territoire, population : Cours au Collège de France (1977-1978)*, F. EWALD, A. FONTANA & M. SENELLART (eds), Seuil, 2004, 435 p. Paradoxalement la notion de territoire, qui figure dans le titre est absente des cours.

4 Cette perspective foucauldienne est explicitement celle de l'ouvrage de P. NAPOLI, *op. cit.*

5 Ce passage du texte au livre est traité et discuté dans l'article de Dinah RIBARD, « Livres, pouvoir et théorie. Comptabilité et noblesse en France à la fin du XVII^e siècle », *Revue de synthèse*, 2007, n° 1-2.

notion de « territoire » qui leur est commune. Bien que la statistique soit encore à cette date ancrée dans l'approche peu numérique de la tradition de Göttingen, on doit se demander en quoi cette transversalité a favorisé, ou au contraire freiné, la volonté de quantifier les phénomènes économiques, de construire des mesures de l'activité économique, et enfin de collecter des données empiriques. Et consécutivement, on peut s'intéresser aux modifications apportées à l'agenda statistique par l'émergence de l'économie libérale centrée sur l'individu, et non plus le territoire. La création des premiers Bureaux de statistique au début du XIX^e siècle (dès 1805 pour la Prusse) invite aussi à interroger les rapports entre doctrine économique et pratique administrative de la statistique. Une dernière voie, enfin, conduit à élargir les réflexions sur l'histoire de la statistique, celle tracée par le contraste frappant qui apparaît entre le cadre de pensée caméraliste et celui d'un autre discours, qui aura aussi vocation à guider le gouvernement, la statistique inférentielle, issue du calcul des probabilités, et qui résulte, comme l'a montré Ian Hacking, d'un raisonnement inverse, celui de l'induction⁶. On a là une clé de compréhension de l'essor tardif en Allemagne de cette statistique, qui invite à ancrer cette différence dans une histoire des savoirs et à historiciser la catégorie de holisme à laquelle on renvoie habituellement.

Morgane Labbé

Frédéric VESENTINI, *Pratiques pénales et structures sociales. L'État belge et la répression du crime en temps de crise économique (1840-1860)*, Louvain-la-Neuve, Academia Bruylant, Presses universitaires de l'UCL, coll. Temps et espaces n° 4, 2006, 366 p.

Chargé de recherches au Centre d'histoire du droit et de la justice de l'Université catholique de Louvain, Frédéric Vesentini a consacré l'essentiel de ses travaux aux questions liées à la criminalité et à leur traitement statistique. En 2005, il dirigeait l'édition d'un ouvrage collectif consacré à l'histoire de la statistique pénale en Belgique⁷. La version remaniée de sa thèse, soutenue à l'automne 2003, plonge à nouveau dans les complexes « chiffres du crime », en invitant le lecteur à resserrer son attention sur la Belgique des années 1840 à 1860. Les chiffres sont bien la matière à partir de laquelle l'ouvrage se modèle, comme le soulignent les nombreux tableaux – très complets – ou encore les graphiques, qui satisferont les spécialistes, également comblés par les savantes équations appuyant les propos. Cette période intéresse à la fois le statisticien et l'historien, et doublement ceux – plus rares – qui conjuguent ces deux qualités, comme Frédéric Vesentini.

6 Ian HACKING, *L'émergence de la probabilité*, Seuil, 2002. Voir notamment la « Préface de l'édition française ». I. Hacking est un des premiers auteurs à s'être penché sur cette spécificité de la statistique allemande.

7 Frédéric VESENTINI (dir.), *Les chiffres du crime en débat. Regards croisés sur la statistique pénale en Belgique (1830-2005)*, Louvain-la-Neuve, UCL et Academia-Bruylant, 2005, 307 p.